

## Maxime Prévot, président du parti humaniste

# «Le cdH n'est pas confronté à un problème de gouvernance»

Le Namurois va devoir compter sans Joëlle Milquet qui décolle vers les cieux européens. Après l'affaire Fourny, la chute du gouvernement wallon et l'embarras né de son absence lors d'un vote crucial au Parlement wallon, le président des humanistes tente de poursuivre la campagne sur un mode offensif. La N-VA dans l'opposition, le retour des grandes ambitions nationales pour le climat et une mise à plat de la fiscalité belge, souhaite le cdH.

**INTERVIEW**  
**MATHEU COLLEYN**

**M**axime Prévot entre dans la pièce avec un petit quart d'heure de retard. Entre deux interviews, il avait encore une brochure électorale à corriger. Salutations faites et les quelques corrections signalées à la directrice de com', il tourne vers nous son visage, toujours halé par le soleil lapon. «On y va?». «On va tenter d'être concis et direct», dit-on. Il acquiesce d'un «straight to the point», avant de s'asseoir à la table du petit local un peu blême que le cdH aménage en plein centre de Namur. Nous sommes vendredi matin et l'actualité du moment date encore de la veille. Joëlle Milquet a annoncé qu'elle renonçait à la tête de liste pour la chambre à Bruxelles.

«Pour le moment, j'accumule quelques tules mais je tente d'être un bon ardoisier.»

Maxime Prévot est donc content de l'image, éprouvée le matin même en radio. Il explique que c'est lui qui avait demandé à Joëlle Milquet de se représenter au Fédéral. On place qu'elle souhaite surtout s'engager au niveau de la liste européenne. «Elle ne l'a jamais demandé, mais elle n'a jamais caché qu'elle aimait l'Europe, concède le président du cdH. Mais moi, mon enjeu était de renforcer nos listes sur Bruxelles à la lumière des perspectives qu'on annonce pour le parti. Son capital sympathie reste extrêmement puissant sur Bruxelles. Mais elle a vu Jean-Claude Juncker qui souhaite qu'elle poursuive sa mission auprès de la Commission, Joëlle a également été contactée par les autorités françaises pour rencontrer Macron à sa demande sur le dossier des victimes du terrorisme». Avec quel statut?, demande-t-on. «Elle est conseillère spéciale, elle a rendu un

rapport qui préconise une coordination à l'échelle européenne. J'imagine qu'en gardant un pied dedans, son souhait est de pouvoir prétendre à assumer cette fonction de coordination. Je lui souhaite le meilleur.»

À l'entendre, il ne s'agit donc pas d'un tour de passe-passe lié à son inculpation dans une affaire présumée d'usage de personnel de cabinet pour sa campagne électorale de 2014. «Quand j'ai demandé à Joëlle d'être tête de liste, je savais déjà qu'elle était inculpée», rétorque M. Prévot. Entretiens, il y a eu l'inculpation de Dimitri Fourny qui, lui, s'est mis en retrait, coupe-t-on. «Oui, d'accord mais ce ne sont pas les mêmes enjeux et vous avez remarqué que nonobstant l'emballement médiatique autour de Dimitri Fourny, personne n'a demandé qu'elle fasse un pas de côté. Il n'y a rien qui me poussait dans le dos et -j'anticipe votre question - je n'ai pas connais-

sance que quoique ce soit bouge du côté du dossier qui est entre les mains du pouvoir judiciaire et qui changerait la donne. Voilà.»

Renforcer le parti là où c'est nécessaire; Dans ce même esprit, n'aurait-il pas mieux valu faire revenir Benoît Lutgen au Luxembourg? «C'est une option qu'il aurait pu assumer, il y était disposé. Mais j'ai souhaité qu'il reste notre figure de proue à l'Europe. En province du Luxembourg, on regorge de forces vives. On a 22 bourgmestres et on ne sait pas tous les mettre sur les listes. Si Benoît était venu vers le Luxembourg, cela aurait pu me poser une difficulté au niveau de la liste européenne. Avec Josy Arens on n'est pas dans le renouvellement. L'enjeu n'est pas de faire du jeunisme. Il est un parlementaire reconnu, brillamment réélu à chaque élection. Et, sur la liste, il y a plein de nouveaux visages. Une liste électorale, c'est

comme la rédaction d'un journal, il y a tous les âges et toutes les expériences. Je ne pense pas que vos collègues apprécieraient, dès qu'ils s'approchent d'un certain âge, qu'on dise qu'ils ne seraient plus de bons journalistes. On concède à notre tour. Maxime Prévot embraye. «J'ai hâte d'être le 26 mai au soir. Je suis convaincu que l'on fera un résultat bien meilleur que ce que certains nous présisent. L'air ne fait pas la chanson, je m'efforce de démontrer que les sondages ne font pas l'élection. Aujourd'hui, l'actualité occulte les débats de fond.»

### Microphénomènes

D'accord, mais quel est le message que le nouveau président adresserait à l'électeur du cdH qui serait déboussolé par cette séquence négative? «Qu'il garde confiance. Le quotidien L'Avenir est confronté à une séquence de gestion compliquée ce n'est pas pour cela qu'il ne produit plus de journaux de qualité. Cela peut être transposé chez nous. Ce n'est pas parce qu'on est confronté à quelques accrocs que nous ne sommes pas de beaux athlètes et que nos projets et valeurs ne méritent pas d'être soutenus. Il faut rester confiant et arrêter la flagellation. Ces épisodes ne facilitent pas ma tâche mais je ne veux pas que notre dynamique soit réduite à ces microphénomènes de l'actualité.»

Parmi ces microphénomènes, il y a tout de même la chute du gouvernement wallon. Où en est-on? M. Borsus affirme que l'assurance autonomie, chère au cdH, ne sera pas votée sous cette législature. «Il a raison», plante Maxime Prévot. Avec le départ inattendu de M<sup>me</sup> Potigny du Mouvement réformateur, notre capacité d'action est atrophiée. J'ai mal au cœur car M<sup>me</sup> Potigny est la suppléante de Véronique Cornet, une grande dame qui n'aurait jamais

cautionné pareille attitude. Elle doit être bien malheureuse, de là où elle est, de le découvrir. Par ailleurs, on a pratiqué la politique de la main tendue vis-à-vis de l'opposition mais le PS et Ecolo ont clairement signifié qu'ils étaient ouverts à la discussion sur deux dossiers: les aides à l'emploi et l'assurance autonomie. Je le regrette car, derrière la caricature faite de la réforme APE, il y avait des avancées pour le soutien au secteur associatif, la transparence et

le traitement équitable entre les acteurs. Pour l'assurance autonomie, c'est encore plus grave. Pour les états d'âme d'une députée frustrée, on met à mal un projet d'intérêt général: une couverture sociale pour les accidents de la vie au bénéfice des wallonnes et des Wallons. Si le cdH a l'occasion d'être associé à un exécutif, ce dossier sera remis sur la table.»

Pas de regret quant à ce voyage en Laponie? «Non, je ne vis pas de regrets, cela ne sert à rien. Avant de prendre l'avion je m'étais assuré que mon absence ne poserait pas de problème à la majorité. L'élément problématique n'est pas que je sois à l'étranger mais le fait que M<sup>me</sup> Potigny ait retiré la prise. Franchement, le cdH n'en veut pas au MR de ne pas avoir mis de l'ordre en interne pour que cette majorité survive? «Non je pense que Charles Michel et Willy Borsus sont les premiers maris de cette situation, n'ayant pas vu venir ce déplacement de colonne vertébrale de M<sup>me</sup> Potigny. Je suis contrarié de cette fin de législature mais je ne vais pas faire de mauvais procès au MR.»

On place: le fait d'avoir installé une majorité aussi courte en 2017 n'était-il pas irresponsable? «Personne n'a jugé que c'était irresponsable. Les uns et les autres avaient des opinions sur l'opportunité du changement. Dans bien des communes, on a des majorités qui

tiennent à un siège et qui mènent des politiques sans problème, ce qui était le cas jusqu'il y a dix jours. C'était un risque qui était connu, il est assumé. Doit-on en tirer une leçon pour ne pas avoir une majorité aussi courte à l'avenir? Bien entendu. Ce sera plus confortable.»

### Des pommes et des poires

En 2017, le cdH invoquait un problème de gouvernance pour modifier les majorités. Aujourd'hui, le cdH est aussi confronté à un problème de gouvernance avec l'affaire Fourny. Arroseur arrosé? La question électrise notre interlocuteur «Attendez là! Ne mélangeons pas les pommes et les poires. Le cdH n'est pas confronté à un problème de gouvernance. Nous avons un phénomène ponctuel qui concerne un élu à l'égard duquel on est fort chagriné. Mais on n'est pas dans un système de malgouvernance comme pour l'ubijin ou le Samusocial! Ces deux affaires impliquent un grand nombre de personnes majoritairement issues du Parti socialiste. Ces scandales amenaient le PS à allumer des contre-feux ci et là pour se sortir de l'embarras sans se concentrer sur la gestion de la Wallonie. À l'heure actuelle rien, si ce n'est le départ de M<sup>me</sup> Potigny, n'a entaché la capacité de ce gouvernement de se concentrer sur ses dossiers. Evitons la tentation journalistique du raccourci inapproprié.»

On est tout de même face à une fraude électorale présumée, rétorque-t-on. Ce n'est pas rien. «Elle est présumée et pas confirmée, cela concerne un lieu une personne. Il faut éviter la tentation journalistique de vouloir se muer en juge d'instruction. Que chacun fasse son travail. On dit: nous n'instruisons rien, nous demandons. «Et moi je réponds, lâche Maxime Prévot dans un grand éclat de rire.

## «Je suis affligé de vivre dans un pays qui n'a aucune stratégie à long terme, sur rien»

On va quitter le terreau wallon pour aborder les questions fédérales. En ligne de mire l'échec de la loi climat au Parlement. Regret? «Oui, le cdH avait soutenu la révision du 7bis et la loi climat. Il y a une dizaine de jours, j'ai envoyé un courrier à mes homologues flamands et francophones pour leur demander leur accord sur une nouvelle méthode. On constate que tous les trois jours, chaque parti politique y va de sa proposition pour démontrer qu'il est plus vert que le voisin. Sans se soucier de savoir si ces propositions sont soutenues par une assise suffisamment large. On fait du sloganisme en matière environnementale.»

De toute façon, il n'y a pas de majorité côté flamand pour cette loi, observe-t-on. «Raison pour laquelle il faut changer de méthode. Après l'affaire Agusta, une commission a été mise sur pied et a accouché d'un nouveau cadre sur le financement des partis. Après l'affaire Dutroux, on a été capables de fédérer majorité et opposition pour réformer nos services de police. Durant le blocage politique, on a accouché d'une réforme de l'Etat. Faisons en sorte, après le scrutin de mai, à un moment dépassionné, de réunir majorité et opposition en dehors de l'habitation d'un programme socio-économique de gouvernement pour doter ce pays d'une stratégie de long terme en matière de climat, de mobilité et d'énergie. Là, Maxime Prévot hausse le ton. Dans les aigus, «Je suis affligé de vivre dans un pays qui n'a aucune stratégie de long terme, sur rien. Pas une politique.»

On objecte que la cause principale de cet état de fait, c'est l'éclatement des compétences, issu d'une réforme de l'Etat que le cdH a signée. «Je dénonce la manière dont les compétences sont réparties dans ce pays. Que l'Etat soit fédéral, ok. Qu'il y ait des transferts de compétences, pas de problème mais ce n'est pas optimal. Dans les autres pays fédéraux, soit on a intégralement transféré une compétence, soit on l'a gardée au niveau national, on n'a pas fait du halve en halve. Après le flamand, c'est le wallon qui sort: «Ici, on est toudi à mi-tan del voye. On ne peut pas avoir une convergence pour une politique efficace.»

Comment réorganiser la Belgique?, demande-t-on. «Il faudra remettre à plat, mais pas avant 2024, ces questions d'inefficacité institutionnelle et soit régionaliser certaines choses soit davantage régionaliser d'autres choses. J'ai un fond régionaliste mais j'ai surtout une conscience de l'efficacité. En mobilité, en santé, en gestion climatique, il faut songer à la refédéralisation.»

En clair, le cdH se met dans la roue du CD&V qui propose un barnum institutionnel, pose-t-on. «Le CD&V fait partie des partis qui ne veulent pas entendre parler de refédéralisation, mais j'essaye d'intensifier le partenariat avec lui car il faut mieux nous parler entre Flamands

et francophones. Pour moi, il faut arrêter d'avoir peur de parler de la révision de la Constitution. À force d'adopter une attitude défensive, on donne le sentiment que dès qu'un parti flamand demande une révision, ce sera d'office au détriment des francophones. Or, il y a aussi des révisions qui pourraient constituer des opportunités. Le sujet ne doit pas être tabou mais ne doit pas être à l'agenda maintenant.»

### Le problème de l'omniprésence de la N-VA

Avec ce rapprochement, le cdH souhaite-t-il que le CD&V œuvre au contournement de la N-VA? «Les Flamands adressent souvent comme message que ce qui leur pose problème c'est l'omniprésence du Parti socialiste en Wallonie. Nous, ce qui nous pose problème, c'est l'omniprésence de la N-VA en Flandre. J'aimerais connaître que personne n'est incontournable. Le CD&V a commencé un réveil depuis plusieurs mois. Il a souvent eu peur d'attaquer frontalement la N-VA tant elle était puissante, aujourd'hui, il comprend que ce n'est pas une bonne stratégie, elle ne fait que la renforcer. Il faut oser s'en démarquer. Donc oui, j'espère qu'au lendemain du 26, on sera face à une configuration qui permettra de contourner la N-VA. Mais vu que ce ne sont pas les francophones qui votent en Flandre, je me refuse à formuler des exclusives.»

Le PS est-il guéri depuis 2017? Est-il à nouveau fréquentable? «J'ai travaillé avec Paul Magnette, avec conviction et fierté. On a fait du bon boulot ensemble. Il y a un contexte qui a amené un changement de cap car la Wallonie en a besoin. Et on est fier du travail mené au pas de charge avec le MR. Les résultats sont probants depuis deux ans. Mon seul souci est de continuer dans une dynamique aussi stimulante pour la Wallonie. Nous avons assaini les finances publiques régionales, la Wallonie avait vécu au-dessus de ses moyens. Je suis parfois affligé de certaines promesses. On ne peut pas être dans le «raser gratis» sans se soucier du financement. Chacun y va de ses slogans. Le cdH est un parti de gestion responsable, des efforts devront être réalisés mais nous devons en même temps réenchâter la dynamique politique.»

### Danger taxatoire

On en vient à parler des verts. Ecolo a le vent en poupe. Le cdH est-il ouvert à ses demandes? «Autant qu'Ecolo pourrait l'être à nos demandes, tacle Maxime Prévot. Il paraît inscrit dans les astres qu'Ecolo va progresser. Dans quelles proportions? C'est l'inconnue. J'espère qu'Ecolo ne va pas commencer à flinguer la dynamique économique pour des motifs idéologiques. À chaque fois qu'Ecolo a été au gouvernement, ça a été catastrophique avec des mesures qui ont freiné l'essor économique. Ils ont une approche par rapport aux taxes qui me fait

parfois craindre le pire mais je ne vais pas verser dans la caricature. Nous devons rester collectivement prudents. Autant sur certains messages sociaux d'Ecolo, je peux me retrouver. Après, sur les modalités de mise en œuvre, il y a des sensibilités différentes.»

Maxime Prévot est donc devenu ardoisier, maître des tuiles tombant en escadille. On en termine donc en parlant d'ardoise, mais d'un autre type. L'ardoise budgétaire. Celle du Fédéral qui monte à plus de 11 milliards en 2022, à politique inchangée. «Voilà qui suscite inquiétude et incompréhension, lance le président du cdH. Il est dommage que Jean-Luc Crucke (ministre MR en charge du Budget wallon, NDLR) n'ait pas pu glisser aux oreilles de ses homologues fédéraux les bonnes recettes qui nous ont servi en Wallonie. La pierre atterri directement dans le jardin de Sophie Wilmès (MR) ministre fédérale du Budget.»

Prévot poursuit son analyse sans sourcilier. «Le gouvernement Michel a d'entrée de jeu fait des économies linéaires de manière aveugle dans des secteurs qui sont aujourd'hui à l'agonie, je pense à la Justice, à la sécurité. On a donné une image de renforcement de la sécurité mais dans les faits, on a diminué les moyens et les effectifs. Ce gouvernement de droite serait bus si on devait faire son bulletin en matière de sécurité. Après cinq ans, il y a moins d'effectifs policiers que lorsque Joëlle Milquet était ministre de l'Intérieur, je suis interpellé. La politique d'austérité n'a pas produit les résultats attendus. On overfantasme sur les effets retours, c'est toujours facile, et on laisse une ardoise de plus de 10 milliards d'euros pour déminer la législature future. Il y a de quoi être dubitatif.»

On place les effets du tax-shift, la baisse de la fiscalité sur les entreprises. «On a un grand problème dans ce pays: notre régime fiscal est obsolète, estime Maxime Prévot. Le travail a été surtaxé et le capital a été préservé. On a besoin de remettre à plat notre régime fiscal. La baisse de l'Isoc est une bonne chose mais quand on vient m'expliquer que le pouvoir d'achat s'est amélioré alors que toute une série de reports de charges retombent sur les communes qui doivent augmenter la fiscalité locale, je m'interroge. Au final, c'est le même portefeuille: celui des citoyens.»

On réamande: quel est le plan fiscal du cdH. «Il faut empêcher toute baisse d'impôt et prioritairement aller chercher des milliards au niveau de la grande fraude fiscale. Je ne comprends pas comment on est pas plus mal à l'aise dans ce pays, d'avoir une fraude fiscale annuelle estimée à 20 milliards d'euros. Cela ne semble guère étonnant. On ne peut pas imposer des réductions en santé, dans le soutien au handicap, aux entreprises quand dans le même temps, il y a moyen d'aller chercher des milliards au niveau de la grande fraude. Sans faire augmenter les impôts. Il est temps de faire sauter les verrous!»